



## INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

### Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : - 0,7 %
- IPAMPA\* : - 2 %
- production agroalimentaire : + 2,9 %
- consommation alimentaire : + 3,9 %

\*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (de novembre 2022 à février 2023)

### Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 2 657 M€
- solde commercial Hauts-de-France : - 75 M€ (4<sup>ème</sup> trim. 2022)

- Cours du baril de pétrole Brent : 84,88 \$ + 1 % sur un trimestre (11/04/2023)

- Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,09 \$ + 2 % sur un trimestre (07/04/2023)

- Croissance du PIB : + 1,7 % (4<sup>ème</sup> trim. 2022)

- Déficit budgétaire : - 4,5 % du PIB (3<sup>ème</sup> trim. 2022)

- Dette publique : 111,6 % du PIB (4<sup>ème</sup> trim. 2022)



## 56 PRODUITS SOUS SIGNE DE QUALITÉ dans les Hauts-de-France

Parue en mars 2022, la dernière édition du mémento des SIQO (Signes officiels de la qualité et de l'origine) met en avant le dynamisme des filières sous signe de qualité en Hauts-de-France.

### 10 nouveaux produits sous SIQO entre 2019 et 2021

En 2021, Les Hauts-de-France comptent 56 produits bénéficiant d'un Label rouge, une AOP, une IGP, ou une STG. Près de 2 044 exploitations sont concernées, représentant 8,7 % des exploitations régionales. Le chiffre d'affaires global, toutes filières confondues (hors bio), progresse de 17 % par rapport à 2019 et s'établit à 328,1 millions d'euros. Parmi les nouveaux produits, on recense un premier Label rouge régional sur la viande de porc porté par le Groupement de producteurs de porcs des Monts de Flandres

### Un développement marqué pour la filière viande bovine

Les volumes de viande bovine régionaux commercialisés sous Label rouge ont été multipliés par 13 en 2 ans, avec 250 éleveurs concernés dans l'ensemble des Hauts-de-France. 6 cahiers des charges sont aujourd'hui mobilisables, notamment

l'emblématique Blanc Bleu, relancée il y a quelques années. Ce dynamisme s'explique par la volonté de la filière bovine de développer les démarches SIQO afin de répondre aux attentes sociétales tout en garantissant une juste rémunération des producteurs.

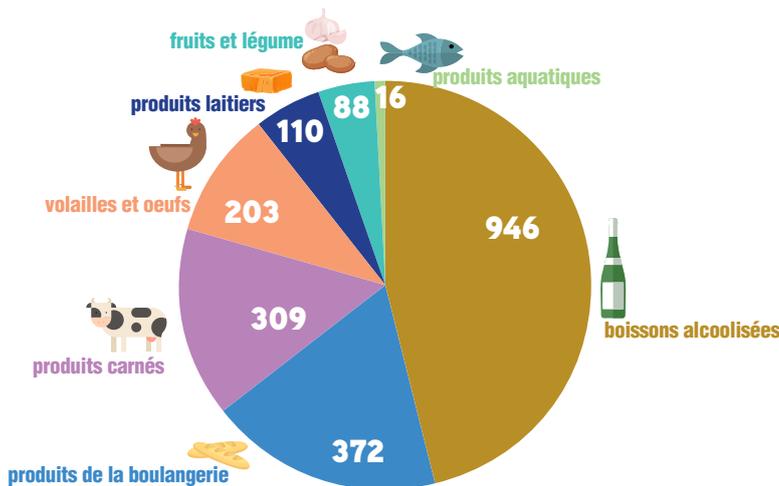
La filière des produits aquatiques est également très dynamique grâce à Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France, et la présence de nombreux produits transformés bénéficiant d'un Label rouge. Son chiffre d'affaires est en hausse de 50 % entre 2019 et 2021.

### Des filières emblématiques des Hauts-de-France

Les Hauts-de-France sont également une terre de volailles de qualité, avec près d'une exploitation sur dix de poules pondeuses, qui produit sous Label rouge, et un tiers des éleveurs de poulets de chair qui produit sous Label rouge et/ou IGP. La filière est notamment portée par l'IGP Volailles de Licques. Le maroilles AOP voit quant à lui sa production augmenter régulièrement, avec 4 424 tonnes en 2021, et notamment en agriculture biologique, avec le doublement des volumes en 2 ans dans un contexte de demande porteuse. Enfin, les Hauts-de-France comptent pour 6,2 % de la production nationale de Champagne avec plus de 2 500 hectares dédiés à cette production dans l'Aisne.

### 2 044 exploitations engagées dans un signe de qualité (hors bio)

Répartition des exploitations habilitées à produire sous SIQO par filière



# COMPTES DE L'AGRICULTURE 2022 : la valeur de la production de la Ferme France progresse de 17,4 %

En 2022, les résultats de la Ferme France sont portés par des prix agricoles au plus haut. Ces bons résultats s'accompagnent cependant d'une hausse des charges supportées par les exploitations agricoles et d'une sécheresse inédite impactant les rendements de nombreuses filières.

## 58.7 Md€ de productions végétales

En 2022, l'évolution des volumes pour les productions végétales est contrastée en fonction des filières. La récolte française de céréales recule de 11%. Les volumes de betteraves, légumes, endives et pommes de terre, filières phares de la région Hauts-de-France, sont pénalisés par les conditions météorologiques. Pour la filière betteraves, la baisse des rendements vient s'ajouter à plusieurs années de recul des surfaces. A contrario, les volumes de vin et de fruits augmentent et connaissent un rattrapage après une année 2021 catastrophique marquée par des épisodes de gel printanier. La production de champagne augmente ainsi de 62,3 % par rapport à 2021. Les volumes d'oléagineux progressent également du fait d'une hausse des surfaces cultivées, en particulier pour le colza dont le marché est dynamisé par celui des huiles.

Malgré une baisse des volumes pour certaines filières, la valeur des productions végétales croît de 18,6 % grâce à une hausse exceptionnelle des prix agricoles. L'augmentation de prix est particulièrement importante pour la filière céréales sous les effets conjugués du conflit en Ukraine, de mauvaises récoltes dans plusieurs pays (Canada en 2021, Europe et Asie en 2022) et de restriction aux exportations, notamment en Inde. Les prix de la filière pommes de terre sont quant à eux portés par la demande des industries agroalimentaires. Le prix des betteraves industrielles augmente également,

soutenu par les cours du pétrole et de l'éthanol et un bilan mondial sucrier déficitaire. Malgré des prévisions de retour des excédents mondiaux, les cours du sucre semblent se maintenir au premier trimestre 2023 avec une récolte de canne à sucre indienne décevante et les incitations du nouveau gouvernement brésilien à la production d'éthanol au détriment du sucre.

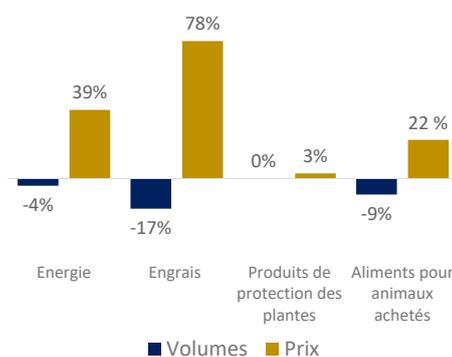
## 31.4 Md€ de productions animales

Tirée par les prix (+ 21,5 %), la valeur des productions animales augmente de 17,3 %. La hausse des prix est considérable pour les œufs (+ 67 %) du fait d'une demande dynamique alors que les mesures d'abattage destinées à lutter contre l'épizootie d'influenza aviaire pèsent sur les volumes. Malgré des prix porteurs, les volumes produits reculent aussi pour les filières viande bovine et lait en lien avec la baisse de la qualité des fourrages après la sécheresse. De plus, l'érosion du cheptel bovin, amorcée en 2016 lors de la fin des quotas laitiers, se poursuit cette année encore.

## Une hausse de 12,4 % de la valeur des consommations intermédiaires

Déjà amorcée durant la reprise post-covid, la hausse des prix des consommations intermédiaires s'amplifie avec le conflit en Ukraine. Les prix des engrais, alignés sur les cours du gaz et dont la Russie et l'Ukraine sont des producteurs majeurs, enregistrent la hausse la plus conséquente. La

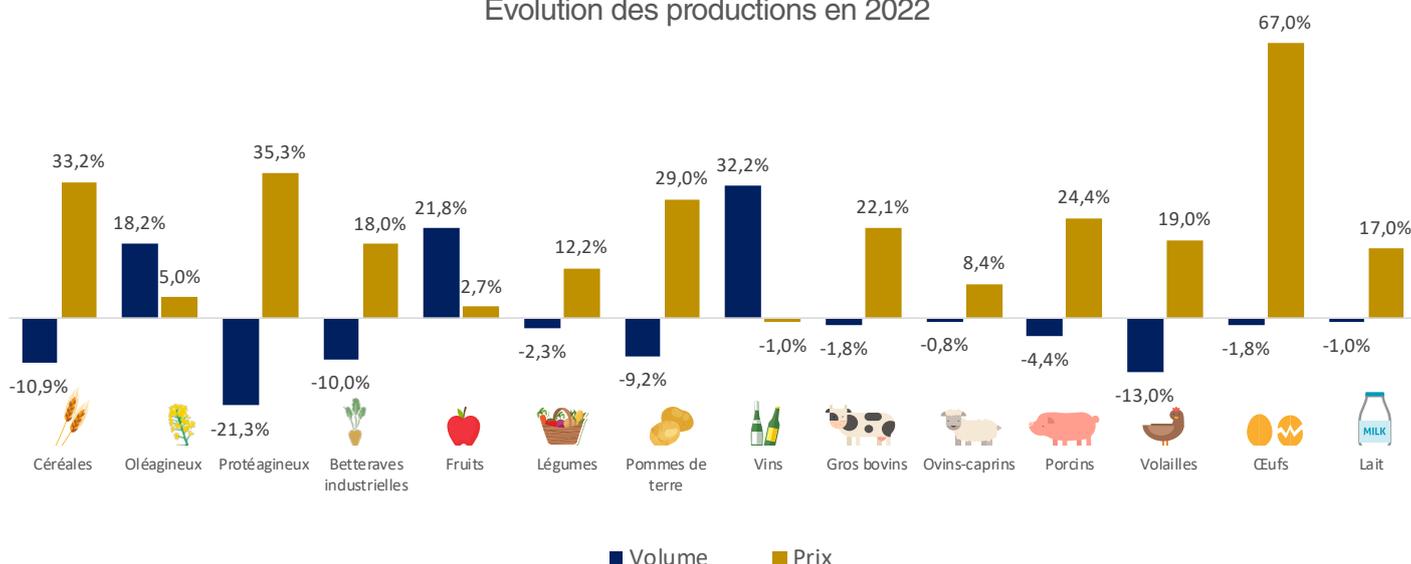
## Evolution des consommations intermédiaires entre 2021 et 2022



facture énergétique des exploitations agricoles s'alourdit également. En Hauts-de-France, cela pèse fortement sur les endiviers qui cumulent les difficultés avec des prix en baisse dans un contexte de recul de la demande et de forte concurrence belge et néerlandaise à l'export. La conservation des pommes de terre est aussi perturbée par la hausse des coûts de l'énergie. Enfin, l'augmentation des prix de l'alimentation animale impacte les éleveurs, notamment les producteurs de porcs dont les trésoreries se dégradent. La hausse de la valeur de la production agricole étant plus rapide que celle des consommations intermédiaires, la valeur ajoutée de la branche agricole progresse en 2022 (+ 23,5 % pour la valeur ajoutée brute).

## Une hausse des prix dans la quasi-totalité des filières

### Evolution des productions en 2022



## ENQUÊTE AUPRÈS DES AGRICULTEURS DES HAUTS-DE-FRANCE : de bons résultats en 2022 mais une incertitude croissante

L'enquête de conjoncture menée auprès des agriculteurs des Hauts-de-France confirme une amélioration des résultats des exploitations régionales en 2022. Néanmoins, face à une hausse des charges et une inflation record des prix alimentaires, plus de 6 agriculteurs sur 10 sont incertains pour 2023.

### ¼ des agriculteurs interrogés estiment leur situation économique bonne ou plutôt bonne en 2022

Dans un contexte de hausse des prix agricoles, 52 % des agriculteurs interrogés déclarent que leur situation économique s'est améliorée par rapport à 2021.

Les avis sont particulièrement positifs pour les filières céréales (92 %) et oléoprotéagineux (79 %). En revanche, d'autres filières impactées par les aléas climatiques ou économiques se déclarent plus pessimistes sur leur situation, notamment les filières porcines, légumes, pommes de terre et betteraves. Ces résultats sont toutefois à nuancer car les agriculteurs qui rencontrent de réelles difficultés économiques ne sont généralement pas les plus enclins à répondre à un questionnaire en ligne.

### 64 % des agriculteurs sont incertains pour 2023

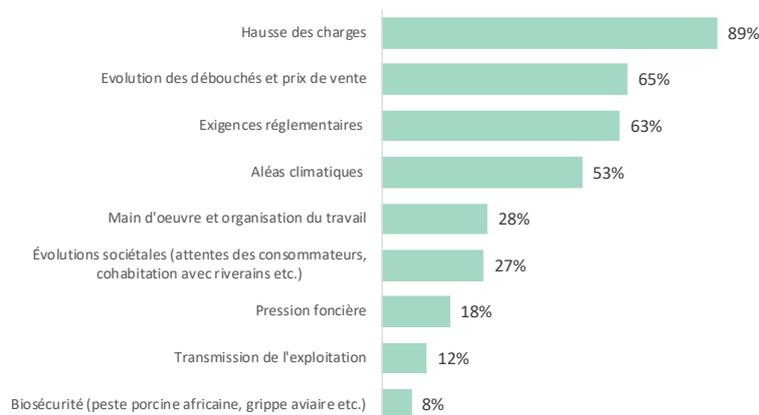
La hausse des charges arrive au premier rang des préoccupations des agriculteurs qui craignent des effets ciseaux, notamment pour les céréales ou les oléagineux dont les prix se replient à partir de l'été 2022 alors que les intrants ont été achetés au prix fort.

Les agriculteurs s'interrogent également sur l'évolution de leurs débouchés. Face à une inflation alimentaire record (+ 15.8 % sur un an en mars), les ménages sont en effet amenés à réaliser des arbitrages en réduisant leur consommation alimentaire (- 8.3% en 2022) et en diminuant leurs achats

de produits bio ou sous signe de qualité. Dans ce contexte sous tension, les producteurs devront aussi s'adapter à l'évolution des exigences réglementaires et aux impacts des aléas climatiques sur leur activité.

### De nombreux enjeux et défis pour l'agriculture des Hauts-de-France

Quelles sont vos préoccupations pour 2023 ?



Sources : Enquête Chambre agriculture Hdf 2022

## COMMERCE EXTÉRIEUR 2022 : plus de 815 M€ de déficit pour le secteur agricole et agroalimentaire des Hauts-de-France

En 2022, le déficit agricole et agroalimentaire des Hauts-de-France se creuse une nouvelle fois pour atteindre - 815 M€.

### 23.7 Md€ d'échanges agricoles et agroalimentaires dans les Hauts-de-France soit une hausse de 25 % en valeur par rapport à 2021

15 % des échanges régionaux sont assurés par les secteurs agricoles et agroalimentaires. Si ce ratio est supérieur à la moyenne nationale, la balance commerciale des Hauts-de-France se dégrade régulièrement depuis 2017. En effet, la valeur de nos importations augmente plus rapidement que celle de nos exportations. Les chiffres de 2022 confirment cette tendance avec un déficit qui se creuse de près de 10 % et dépasse 815 M€. Cette situation recouvre néanmoins des disparités entre produits bruts et transformés. Ainsi, l'excédent régional pour les produits bruts se renforce et atteint 1 005 M€. Au 1<sup>er</sup> rang des exportations agricoles régionales, les céréales contribuent largement à cette amélioration. A contrario, le déficit pour les produits transformés est en hausse (- 1 820 M€). Parmi les produits structurellement déficitaires pour les Hauts-de-France se trouvent les préparations à base de produits de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les viandes et la bière.

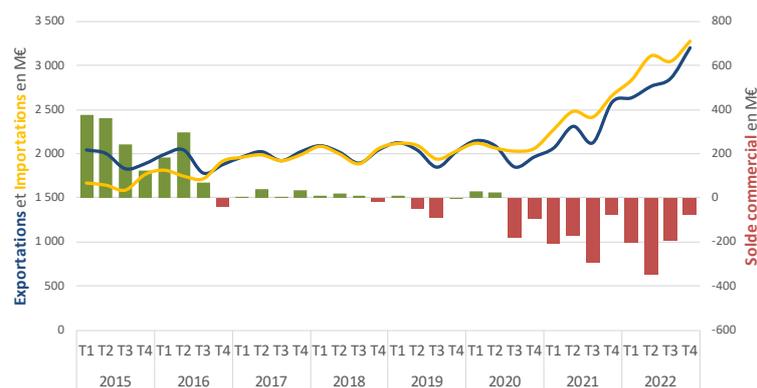
### Une situation qui contraste avec le national

Au niveau national, le solde agricole et agroalimentaire se renforce au contraire de 2.1 Md€ pour atteindre + 10.3 Md€. La hausse des exportations vers les pays tiers provient majoritairement des produits transformés, notamment des vins et spiritueux vers les Etats-Unis. Pour les pays de

l'Union Européenne, la progression des exportations est plutôt impulsée par les céréales.

### Un déficit régional pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive

Evolution trimestrielle des échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Hauts-de-France



Sources : douanes 2022, Traitement CRA

## Économie

**Le PIB français devrait progresser de 0.6 % en moyenne en 2023** selon les dernières prévisions de la banque de France. Les estimations actuelles de croissance pour les années suivantes sont de 1.2 % pour 2024 et 1.7 % pour 2025.

**Un nombre de naissances au plus bas dans les Hauts-de-France en 2022.** D'après le bilan démographique annuel de l'INSEE, 63 700 bébés sont nés dans la région soit une baisse de 2 % en moyenne annuelle depuis 2010. Le niveau de mortalité restant élevé du fait de la poursuite de la crise sanitaire et de la canicule de cet été, le solde naturel de la région diminue sensiblement (+ 4 175 personnes en 2021 contre + 11 500 personnes en 2019).

## Transport et infrastructures

**Le département du Pas-de-Calais vote une délibération pour garantir un emprunt pour le Canal Seine Nord.** Le montant de l'emprunt s'élève à 800 M€.

**Le Royaume-Uni prévoit de déployer progressivement un modèle visant à simplifier les contrôles douaniers à partir d'octobre 2023.** Ce plan, doté d'un budget de plus de 1 Md€ devrait permettre de réduire les contrôles et la bureaucratie et de recourir davantage à la numérisation.

**La modernisation du port de pêche du Tréport se poursuit.** Les deux chantiers programmés pour cette année sont la réhabilitation du sas de pêche (3.6 M€ financé par le Département) et la transformation d'un bâtiment déjà existant pour la Crieé (1.6 M€). La fin des travaux est prévue pour 2024.

## Filières

**Les cours du blé se replient et passent sous la barre des 250 € la tonne.** Cette baisse s'explique notamment par l'offre abondante des blés en provenance de la mer Noire. Selon le cabinet Agritel, les prix sont « à des niveaux situés en dessous des coûts de production pour la prochaine campagne »

**Le ministre de l'Agriculture polonais démissionne en raison du renouvellement de la suspension des droits de douane sur les importations ukrainiennes** pendant un an. En effet, la Pologne ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie réclament une limitation de ces importations de céréales bon marché qui pèsent sur les prix et les marges.

**Le taux de couverture français pour les fruits et légumes frais est en repli en 2021 (34 % contre 36 % en 2019)** selon FranceAgrimer. Ce ratio qui représente le rapport entre la valeur des exportations et des importations, témoigne d'une dégradation du solde commercial. L'Espagne reste le premier fournisseur de la France pour de nombreux fruits et légumes. Les importations sont également conséquentes en provenance du Maroc (tomates) ou de la Belgique (poireaux, carottes, endives, fraises, poires).

**Le vaccin contre l'influenza aviaire fait craindre des embargos sur la viande de volaille** dans plusieurs pays tiers selon l'Avec (filiale volaille européenne). Le Japon, la Chine, l'Inde ou l'Arabie Saoudite pourraient fermer leurs frontières. La vaccination est envisagée en France à partir de l'automne.

## Consommation

**La consommation de fruits et légumes des européens est en hausse de 2.19 % en 2021 mais reste inférieure de 10 % aux recommandations de l'OMS.** Selon un rapport de l'association européenne FreshFel. La France se situe en 11ème position des pays de l'UE avec une consommation légèrement en dessous de la moyenne européenne (323.83 g/jour/personne contre 364.58 g en UE). Selon l'association, les impacts économiques de la guerre en Ukraine ont freiné la hausse de consommation amorcée lors des confinements.

**L'alimentation devient le premier moteur de l'inflation en France devant l'énergie** selon l'INSEE. Face à des prix qui s'envolent, les achats alimentaires repartent à la baisse après un léger rebond en janvier.

## Agroalimentaire

**Tereos annonce la fermeture de sa sucrerie à Escaudoeuvres (59) d'ici juin.** 120 personnes

sont employées sur ce site.

**Le nouvel abattoir de l'Aisne, situé à Gauchy est en service depuis début mars.** Le site, qui emploie 30 salariés, produit environ 12 000 tonnes de viande par an avec l'objectif d'arriver prochainement à 20 000 t par an.

**Une unité de production Lesaffre va voir le jour à Denain (59).** Implanté sur la friche d'Usinor, le site produira de la chondroïtine utilisée pour soulager les douleurs articulaires. Le projet du groupe, leader mondial de la production de levures, devrait employer 170 salariés dans un premier temps.

**Nestlé France annonce la fermeture de son usine BUITONI de Caudry (59).** Les 113 salariés concernés se verront proposer un reclassement dans la région.

**ECOFROST a signé un compromis de vente pour le rachat de la friche Flodor à Péronne (80).** L'entreprise belge souhaite y produire des frites surgelées.

**L'entreprise Maison Defroidmont a été placée en redressement judiciaire début mars.** Produisant des flamiches au Maroilles, l'entreprise basée à Maroilles (59) pâtit notamment de la hausse de ses charges.

**Un nouvel atelier de découpe sera bientôt opérationnel aux abords de l'abattoir de Fruges (62).** D'une surface de 500 m<sup>2</sup>, l'atelier découpera et transformera des viandes de bovin, ovin ou porc et devrait, à terme, remplacer celui de Reclinghem, plus petit.

**Le projet de reprise du groupe Charlet a été validé par le tribunal de commerce de Lille.** L'entreprise est spécialisée dans le négoce de fruits et légumes et emploie près de 200 salariés.

## Développement durable

**Un accord européen prévoit un objectif de 42.5 % d'énergies renouvelables** dans la consommation européenne d'ici 2030 contre un objectif actuel de 32 %.

